



Burundi

Rapport national de suivi sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (2013-2015) - Interim

Nom du point focal: Mr NKESHIMANA Nicodème
Organisation: Direction G
Titre / Position: Directeur de la Planification de Secours
Adresse de Courriel: inicodeme@yahoo.fr
Téléphone: 77 738809

Période couverte par le rapport: 2013-2015
Rapport d'évaluation: Interim
Dernière mise à jour le: 7 January 2015
Date d'impression: 07 January 2015
Reporting langue: French

A National HFA Monitor update published by PreventionWeb
<http://www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/reports/>

Objectifs stratégiques

Objectifs Stratégiques 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

Il faut que la plateforme nationale relève du cabinet du 1er vice-président au devienne un ministère à part à l'instar de certains autres pays

Objectifs Stratégiques 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

La connaissance du risque et de la vulnérabilité sont d'actualité pour le moment a cause de la survenue de deux catastrophes ; incendie du marché de Bujumbura en janvier 2013 et les inondations survenues dans la nuit du 9 février 2014. Cette situation a attiré l'attention des décideurs pour une prise en compte des facteurs de vulnérabilité et les capacités de réponse y relatives la comparaison de la capacité de réponse pour ces catastrophes montre a suffisance combien l'Etat du Burundi s'est investi pour améliorer la compréhension du risque. D'ou l'appel a contribution de la communauté Internationale qui a permis l'évaluation post catastrophe pour les deux catastrophes.

Objectifs Stratégiques 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

Des réalisations limitées s'observent et sont dues au fait que les données récoltées ne sont pas centralisées et utilisées à bon escient

Priorité d'action 1

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide.

Indicateur 1

Il existe la politique nationale et le cadre d'action légale de réduction de risque avec les responsabilités décentralisées et les capacités à différents niveaux.

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Les risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans les décisions de planification et d'investissement public? Oui

Plan national de développement

Oui

· [Cadre strategique de croissance et de lutte contre la pauvrete](#)

Stratégies sectorielles et plans

Oui

· [Lettre de politique fonciere au Burundi](#)

· [Plan national d'investissement agricole](#)

· [Plan d'action national d'assainissement](#)

· [Code burundais de l'environnement](#)

· [Code de l'eau](#)

Stratégies et politiques en matière de changement climatique

Oui

· [Plan d'action national d'adaptation au changement climatique](#)

Etudes de la stratégie de réduction de la pauvreté

Oui

Bilan commun des pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (BCP/PNUAD)

Oui

Politique de défense civile, stratégie et planification des interventions d'urgence

Oui

Des dispositions législatives et/ou réglementaires ont-elles été prises pour la gestion des risques de catastrophe? Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le Burundi dispose déjà d'une stratégie de réduction des risques de catastrophes, d'une structure de RRC (plateforme nationale, provinciale, plateformes dans certaines communes à haut risque).

Comme contraintes, le Burundi n'a pas encore de loi portant politique nationale de RRC; Le processus est en cours car il est dépend de l'amendement de la constitution.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Etant donné que la structure de réduction des risques de catastrophes existe du niveau le plus élevé jusqu'au niveau la communauté de base et que certains des instruments sont là, le classement a porté sur le niveau 4. La structure est logée au sein d'un ministère au lieu d'être un ministère à part ou placé au niveau de la 1^{ère} vice-présidence. Le fait que la structure de la plateforme de RRC n'a pas de budget propre constitue un problème important. Comme recommandation, il faut que l'Etat y affecte au moins 1% du budget national.

Indicateur 2

Des ressources adéquates sont allouées pour instaurer des politiques et des plans de réduction de risque à tous les niveaux administratifs

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Quelle est la part des budgets affectée, d'une part, à la réduction des risques et, d'autre part, aux interventions et aux opérations de reconstruction?

| | La réduction des risques / prévention (%) | Secours et de reconstruction (%) |
|--|---|----------------------------------|
| Budget National | 4% | |
| Budget décentralisé / sous-national | indefini | |
| Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de sécurité contre les menaces de catastrophes (transport, agriculture, infrastructures) | | 1.966559 |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

En plus du budget national, les partenaires techniques et financiers viennent d'affecter des fonds dans la reconstruction en se basant sur une étude menée conjointement avec la banque mondiale et les autorités impliquées dans le domaine de la réduction des catastrophes
Comme contre il y a manque de fonds d'urgence en cas de catastrophe.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Le niveau choisi montre que les autorités sont impliquées mais le fait que plus de 50 % du budget provient de l'extérieur constitue un handicap pour la capacité de réponse en cas de catastrophe.

Indicateur 3

La participation des communautés et la décentralisation sont assurées à travers la délégation d'autorité et de ressources au niveau local

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Les autorités locales disposent-elles de responsabilités et de crédits réguliers/systématiques en matière de réduction des risques de catastrophe? Oui

Législation (Les autorités locales disposent-elles d'un mandat en matière de réduction des risques de catastrophe en application d'une législation spécifique?)

Oui

Crédits budgétaires régulièrement alloués aux autorités locales en vue de la réduction de risque de catastrophe

Non

Estimation du pourcentage des budgets locaux alloué à la réduction des risques de catastrophe

4%

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le Gouvernement devrait augmenter le budget annuel destiné à la préparation et à la réponse pour la Réduction des Risques de catastrophes

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Pour ce résultat, l'un des défis majeurs auquel nous sommes confrontés est l'adoption d'une loi régissant la politique nationale de RRC comme dans les autres pays de l'EAC qui indique clairement la place et l'importance dans la gestion des catastrophes avec les moyens adéquats étant donné que l'octroi du budget est du ressort de la loi alors qu'aujourd'hui notre politique en la matière est régie par un décret.

Indicateur 4

Une plateforme multi-sectorielle pour la réduction de risque fonctionne

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Les organisations de la société civile, les institutions nationales de planification et de financement, et les organisations clés dans les domaines économiques et du développement sont-elles représentées dans la plate-forme nationale? Oui

| | |
|--|----|
| Membres de la société civile (les dénombrer) | 1 |
| Institutions nationales de financement et de planification (indiquez des nombres absolus) | 1 |
| Organismes sectoriels (les dénombrer) | 11 |
| Secteur privé (les dénombrer) | 0 |
| Institutions scientifiques et universitaires (les dénombrer) | 2 |
| Organisations de femmes participant aux plateformes nationales (les dénombrer) | 2 |
| Autres (veuillez préciser) | - |

De quelle autorité la coordination des actions de réduction des risques de catastrophe relève-t-elle?

| | |
|---|-----------------------------------|
| Dans le Cabinet du Premier Ministre/Président | Non |
| Dans l'unité de planification et/ou de coordination centralisée | Non |
| Dans le Département de la protection civile | Oui |
| Dans le Ministère de la planification environnementale | Non |
| Dans le Ministère des finances | Non |
| Autres (veuillez préciser) | Ministere de la sécurité Publique |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Il faut que la plateforme nationale relève du cabinet du 1er vice-Président au devienne un ministère à part à l'instart decertains autres pays

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Que la plateforme ait un budget adéquat pour pouvoir planifier, coordonner, se préparer et intervenir en temps réel.

Priorté d'action 2

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce

Indicateur 1

L'évaluation des risques au niveau national et local basée sur les données concernant les aléas naturels et l'information sur la vulnérabilité est disponible et inclut les facteurs de risque sous jacents dans les secteurs clés.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Des données nationales d'évaluation multirisque permettent-elles d'éclairer les décisions de planification et de développement? Oui

| | |
|--|-----|
| Evaluation multirisques | Oui |
| ecosystemes terres...imatiques1 | |
| % d'écoles et d'hôpitaux évalués | 10 |
| Ecoles vulnérables aux catastrophes (les dénombrer) | 134 |
| Vulnérabilité désagrégée des genres et capacités d'évaluation. | Oui |
| Les normes nationale convenue pour l'évaluation des multi risques | Oui |
| Évaluation des risques conservée dans une base de données centralisée (institution responsable) | Oui |
| Format uniformisé pour l'évaluation des risques | Oui |
| Format d'évaluation des risques personnalisé par l'utilisateur | Oui |

Les risques futurs/probables sont-ils évalués? Oui

Veillez énumérer les secteurs ayant déjà utilisé des évaluations des risques de catastrophe comme prérequis à la programmation et à la planification du développement sectoriel.

santé, éducation, environnement, énergie agriculture, travaux publics et transports

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La connaissance du risque et de la vulnérabilité sont d'actualité pour le moment à cause de la survenue de deux catastrophes ; incendie du marché de Bujumbura en janvier 2013 et les inondations survenues dans la nuit du 9 février 2014. Cette situation a attiré l'attention des décideurs pour une prise en compte des facteurs de vulnérabilité et les capacités de réponse y relatives la comparaison de la capacité de réponse pour ces catastrophes montre à suffisance combien l'Etat du Burundi s'est investi pour améliorer la compréhension du risque. D'où l'appel à contribution de la communauté internationale qui a permis l'évaluation post catastrophe pour les deux catastrophes.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

La sensibilisation de la population à la culture du risque doit être améliorée et renforcer le système de communication à tous les niveaux. L'implication de la société civile et du secteur privé doit être renforcée. Comme recommandations, l'Etat doit améliorer son implication et y affecter du budget consistant, de même que les partenaires techniques qui doivent s'investir davantage en augmentant les fonds pour tout le cycle de réduction des catastrophes.

Indicateur 2

Des systèmes sont en place pour évaluer, archiver et disséminer les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités

Niveau de progrès atteint? 3



Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les pertes et aléas dus aux catastrophes sont-ils systématiquement enregistrés et analysés? Oui

Des bases de données des pertes dues aux catastrophes existent et sont régulièrement mises à jour.

Oui

Des rapports sont produits et utilisés pour la planification par les ministères des finances, de la planification et des différents secteurs (à partir des bases de données sur les catastrophes et les systèmes d'information)

Non

Les aléas font l'objet d'un suivi cohérent au travers des localités et des subdivisions territoriales

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Des réalisations limitées s'observent et sont dues au fait que les données récoltées ne sont pas centralisées et utilisées à bon escient.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

création d'une suele base de données à la disposition des planificateurs du développement

Indicateur 3

Des systèmes d'alerte précoce sont en place pour la plupart des aléas naturels et transmis aux communautés.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les pays sujets aux risques sont-ils alertés à temps des risques à venir? Oui

| | |
|---|-----|
| Les systèmes d'alerte précoces agissent efficacement | Oui |
| Préparation au niveau local | Oui |
| Systèmes et protocoles de communication utilisés et mis en application | Oui |
| Implication des médias dans la dissémination des systèmes d'alertes précoces | Oui |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Les systèmes d'alerte sont en place mais il faut une sensibilisation de la population pour leur consultation. Les médias eux aussi ont besoin d'une sensibilisation et d'une bonne coordination au service de la population. La stratégie de communication qui vient d'avoir le jour a besoin d'être vulgarisée et utilisée

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Réserver une place à l'annonce météorologique avant les informations
Appuyer le service technique en personnel et moyen pour son bon fonctionnement au

profit des derniers utilisateurs de l'information.
financer les projets de sensibilisation à la base en mettant en avant l'approche genre.

Indicateur 4

L'évaluation des risques au niveau national et local prend en compte les risques trans-nationaux dans le but d'établir une coopération régionale sur la réduction de risque.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Votre pays participe-t-il à des actions régionales ou infrarégionales de réduction des risques de catastrophe? Oui

Mise en place et maintien de suivi des aléas au niveau régional

Oui

· [EAC_DRRMS\(2012-2016...ion_1.4\[1\].pdf](#)

Évaluation des risques au niveau régional ou infrarégional

Oui

Alerte rapide régionale ou infrarégionale

Oui

Définition et mise en œuvre de protocoles pour le partage transfrontalier d'informations

Oui

· [EAC development strategy.pdf](#)

· [Report of DRR Media...ep_2012\[1\].pdf](#)

Mise en place et affectation de ressource aux stratégies et au cadres d'action régionaux et infrarégionaux.

Non

· [EAC development strategy.pdf](#)

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Au niveau régional, le pays est avancé mais la barrière de langue constitue un handicap. Il faut que le projet de loi sur la politique de l'EAC sur la réduction des risques puisse avoir le jour pour faciliter la révision de la constitution burundaise afin que la politique nationale sur la réduction des risques ait le jour.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Que le projet de loi sur l'assistance au niveau régional puisse être adopté

Priorité d'action 3

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux

Indicateur 1

Des informations relatives aux aléas sont disponibles et accessibles à tous les niveaux, pour tous les acteurs (à travers des réseaux, et le développement de systèmes d'échanges d'information)

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il un système national d'information sur les catastrophes? Oui

La diffusion proactive de l'information

Oui

[STRATEGIE NATIONALE DE COMMUNICATION EN MATIERE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET D'ALERTE PRECOCE FACE AUX EVENEMENTS CLIMATIQUES EXTREMES 2014-2018](#)

Mise en place de mécanismes d'accès/diffusion (Internet, programmes d'information radiotélévisés)

Oui

Les informations sont diffusées avec directives proactives de gestion des risques de catastrophe

Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La stratégie de communication vient d'avoir cette année et les informations météo

seront diffusées régulièrement à travers la radio et la télévision.

La population locale n'apas la culture de l'information et les outils de diffusion de communication ne sont pas très développés. Sinon, avec la survenue de deux catastrophes en l'intervalle d'une ann?0e a réveillé la conscience des décideurs et de la population à tous les niveaux. Le peux de moyen dont dispose ce domaine fait que le classement soit celui proposé.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

La stratégie de communication vient d'avoir le jour cette année avec l'appui de la GIZ. La culture du risque n' était pas développé, L'allocation des moyens dans les sectoriels doit etre reconsidérée et surtout investir dans la prévention Encourager le secteur privé à investir dans la réduction des risques de catastrophes. les partenaires techniques et financiers devraient accompagner la plateforme Nationale de réduction des catastrophes jusqu'à son auto-suffisance au niveau des 5 priorités du CAH.

Indicateur 2

Les programmes scolaires, le matériel d'éducation ainsi que les formations incluent la réduction de risque ainsi que les concepts et pratiques de reconstruction.

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

La réduction de risques de catastrophes est-elle incluse dans les programmes de l'éducation nationale? Oui

| | |
|--|-----|
| À l'école primaire | Oui |
| Au secondaire | Oui |
| Programme de l'université | Oui |
| Dans l'enseignement professionnel | Non |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Depuis longtemps la notion de réduction de catastrophes a été toujours privilégiée dans la globalité. Seulement au niveau professionnel, certaines des écoles tiennent compte de la réduction des catastrophes. Au niveau universitaire, le niveau master a été initié en réduction de catastrophes

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Les défis à ce niveau c'est que les sectoriels ne centralisent pas les données, d'ou la nécessité de créer une base des données qui prend en compte les les 5 priorités secteur par secteur. Absence d'unité au niveau des ministères en charge de l'éducation et de la recherche, qui s'occupe uniquement de réduction de catastrophes dans le domaine de l'éducation et de la recherche.
Mobiliser les fonds pour sa création.

Indicateur 3

Des méthodes de recherche et des instruments pour évaluer les risques multiples ainsi que des analyses de la rentabilité sont développés et renforcés.

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

La réduction de risque de catastrophes est-elle incluse dans le budget national alloué à la recherche appliquée? Oui

Recherche sur les programmes et les projets

Oui

Mise en application/utilisation de résultats de

Oui



recherche, produits ou études par des institutions publiques et privées

Études sur les coûts et les bénéfices de la réduction de catastrophes

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Sur ce resultat, nous sommes soutenus surtout par nos partenaires techniques et financiers dont le PNUD et le PAM.

Signalons quand meme que l'Univercite du Burundi effectue quelques recherches a travers le Departement de l'Environnement au sein de la Faculte de Geographie.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Pour surmonter le defis majeur lie a la recherche a savoir le renforcement des capacites par l'acquisition des connaissances en matiere de RRC, certains organismes comme l'UNESCO devrait promouvoir certaines activites au sein de la dite Faculte

Indicateur 4

Des campagnes d'information au niveau national existent pour créer une culture de prévention avec une diffusion dans les communautés urbaines et rurales

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Les campagnes d'éducation du public sur la réduction des risques de catastrophe

destinées aux collectivités et autorités locales exposées incluent-elles les risques de catastrophe? Oui

| | |
|--|-----|
| Campagnes d'éducation du public pour mieux sensibiliser aux risques | Oui |
| Formation du gouvernement local | Oui |
| Gestion des catastrophes (préparation et intervention d'urgence) | Oui |
| Gestion préventive des risques (risques et vulnérabilités) | Oui |
| Directive pour la réduction des risques | Oui |
| Accessibilité de l'information sur la réduction de risque de catastrophes au niveau des communautés | Oui |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le grand handicap majeur est l'allocation des moyens financiers et humains pour pouvoir atteindre le maximum de population à sensibiliser. Des plans de contingence ont été initiés au niveau national, sectoriel et dans certaines communes à haut risque. certaines ONG relayent le message en responsabilisant la communauté locale.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Il reste encore à faire au niveau de la sensibilisation des autorités locales car elles changent souvent.

Au niveau de la préparation et de la réponse, la multiplication des exercices de simulation reste notre souhait et cela suppose l'affectation des fonds suffisants. l'intégration de la culture de risque et vulnérabilité dans les programmes de développement et surtout insister sur l'étude d'impact environnemental et impliquer

les services techniquement compétents.

Priorité d'action 4

Réduire les facteurs de risque sous-jacent

Indicateur 1

La réduction des risques de catastrophe est un objectif intégral pour les politiques et les plans d'environnement incluant la planification, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques.

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il un mécanisme pour protéger et restaurer les services régulateurs pour les écosystèmes? Oui

Législation pour la protection des espaces

Oui

Paiements pour les services des écosystèmes

Non

Planification intégrale (par exemple la gestion des zones côtières)

Oui

Evaluation des impacts environnementaux

Oui

Projets et Programmes sur le changement climatique

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le Gouvernement a élaboré plusieurs politiques à travers les CODES en la matière tel qu'ils ont été décrits dont notamment les Codes sur les écosystèmes, sur zones côtières sur l'environnement, le code foncier, le plan d'action nationale pour

l'adaptation au changement climatique a travers son projet Adaptation au changement climatique pour la protection des ressources en EAU et du SOL 2013-2018 qui est financé par l'Allemagne via son organisme GIZ pour un montant de 8.000.000 d'Euros

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

N'aurait été l'insuffisance des moyens financiers alloués à ce secteur, la priorité est prise en compte par les PTF comme le PNUD, PAM, GIZ, COMIFAC qui devraient renforcer nos capacités techniques, financières et humaines.

Indicateur 2

Des politiques et des plans sociaux de développement sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque.

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des réseaux de protections sociales augmentant la résilience des constructions, des communautés, des quartiers? Oui

| | |
|---|-----|
| Assurances pour les cultures et les propriétés | Oui |
| Plans de garantie de l'emploi intérimaire | Non |
| Transferts d'argent sous réserve ou non | Non |
| Microfinancement (épargne, emprunts, etc.) | Oui |
| Micro assurances | Oui |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clés (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Une loi sur la politique des Assurances existe avec un CODE des assurances au BURUNDI qui tient en compte la RRC sur le volet ASSURANCE INCENDIE ET INCIDENTS DIVERS. Deux compagnies d'assurance s'occupe du domaine

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le future.

Le défis est lie a ce que le systeme d'assurance contre les incendies et incidents divers est embryonnaire et necessite un encouragement de la part du Gouvernement par le renforcement des capacites de l'Action Public-Prive.

Indicateur 3

Des politiques et des plans sectoriels, d'économie et de production sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les risques et bénéfices de la réduction de risque de catastrophe sont-ils inclus dans la planification d'investissements publics? Oui

Systemes publics nationaux et sectoriels d'investissements incluant la réduction de risque de catastrophes

Oui

Veillez fournir des exemples spécifiques (infrastructures publiques, transports et communication, ressources économiques et facteurs de production

La Banque de la République du BURUNDI, l'Aéroport International de Bujumbura

Investissements dans la modification des infrastructures, incluant les écoles et les hôpitaux.

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La prévention des risques et la gestion des catastrophes sont prises en compte dans les programmes et les politiques du Gouvernement dont notamment dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, La Vision Burundi 2025 ainsi que dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, CSLPII en sigle. Nous avons aussi un programme qui appuie certains hôpitaux comme l'Hôpital de Gitega ainsi que celui de Ngozi qui s'appelle PROGRAMME HOPITAUX SURS, financé de tant en tant par l'OMS.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Il nous faut un renforcement des capacités pour mettre en œuvre ces politiques et programmes car le pays vient de sortir d'une décennie de crises.

Indicateur 4

La planification et la gestion des établissements humains intègrent des éléments de réduction du risque, y compris l'intégration des normes de construction.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il des investissements pour la réduction des risques pour les zones urbaines vulnérables? Oui

| | |
|---|-----|
| Investissements dans les infrastructures de drainage dans les zones inondables | Oui |
| Stabilisation des pentes dans les zones sujettes aux glissements de terrains | Oui |
| Formation des maçons aux technologies de construction sûres | Non |
| Distribution de terres sans risque aux ménages et aux collectivités à faible revenu | Non |
| Intégration de risque dans la réglementation relative au zonage des terres et à l'aménagement immobilier privé | Oui |
| Réglementation de la délivrance des titres de propriété | Oui |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Nous avons un CODE de l'Urbanisme et du Plan Directeur d'Amenagement du Territoire. Ce derniersera bientôt valide par le Gouvernement. Comme je l'ai dit au dessus, nous avons le projet Adaptation aux Changements Climatiques pour la protection en Eau et du Sol, ACCES en sigle Des projets de Reconstruction et de Rehabilitation de la zone inondee lors des innondations de fevrier 2014 au nord de la Capitale sont en cours d'execution par la Banque Mondiale, l'Union Europeenne et la Banque Africain pour le Developpement ainsi que le Gouvernement du BURUNDI pour un montant de 21,7 millions d'Euros.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Le code d'Urbanisation n'est pas appliquee correctement et des efforts doivent etre augmentes. Il faudrait investir beaucoup dans ce domaine pour le renforcement des capacites techniques et financieres meme si les Experts du SINGAPOUR sont en train de nous aider avec le PNUD en la matiere.

Indicateur 5

La réduction des risques de catastrophe est intégrée dans les processus de reconstruction et de réhabilitation.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les programmes après l'apparition de catastrophe intègrent-ils explicitement un budget pour la réduction des risques de catastrophe et un relèvement résilient? Oui

% des fonds pour la reconstruction alloués à la réduction du risque de catastrophes

4

Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe des autorités locales pour les opérations d'intervention et de relèvement

Oui

Évaluation des risques lors de la planification des opérations de relèvement et de reconstruction avant et après catastrophe

Oui

Mesures prises dans le domaine du genre humain dans la phase de rétablissement après une catastrophe

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

des seances de formation sont dispensees que ce soit au niveau local, dans les communes a haut risque, dans toutes les provinces at au niveau sectoriel pour accroitre le niveau de preparation et de reponse avant et apres catastrophe. Des equipes de la croix-rouge, de la plateforme de reduction des risques coinjoitement avec les equipes des agences des nations unies et des ONG utilisent le meme format d'evaluation d'urgence sinon la phase d'evaluation pour la reconstruction est

faite selon les études commanditées par le gouvernement avec l'appui de nos partenaires techniques et financiers. Précisons aussi que le genre est pris en compte dans la réduction des risques dans la nomination des membres de la plateforme à tous les niveaux.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Avec l'appui des PTF comme le PNUD, la Banque Mondiale, UE, la BAD, GIZ, PAM qui commence à se concrétiser progressivement nous espérons que les choses vont en s'améliorant et le Gouvernement commence aussi à investir dans la reconstruction et la réhabilitation après l'incendie du Marché Central de Bujumbura et la catastrophe d'inondation des Quartiers du nord de la capitale de la même ville en février 2014.

Indicateur 6

Des procédures sont en place pour évaluer l'impact de la réduction de risque dans les principaux projets de développement notamment les infrastructures

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Les incidences des grands projets de développement sur la réduction des risques de catastrophe font-elles l'objet d'une évaluation? Oui

Les coûts/avantages de la réduction des risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des grands projets de développement? Oui

Est-ce que les impacts des risques de catastrophes prennent en compte l'évaluation de l'impact environnemental?

Oui

Par les autorités et institutions nationales et infranationales

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

- Cadre strategique de lutte contre la pauvrete;
- Codes foncier, sur l'environnement sur l'urbanisme
- Projet ACCES etc

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Meme commentaires que precedement au dessus.

Priorité d'action 5

Renforcer la préparation des populations aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent

Indicateur 1

De solides politiques, des mécanismes et des capacités institutionnelles pour la gestion de risque ont été mis en place dans une perspective de réduction de risque.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il, à l'échelle nationale, des programmes ou politiques de préparation aux catastrophes, de planification d'urgence et d'intervention? Oui

| | |
|--|-----|
| La réduction des risques de catastrophe est intégrée à ces programmes et politiques | Oui |
|--|-----|

| | |
|---|-----|
| Des mécanismes institutionnels sont mis en place pour la mobilisation rapide des ressources en cas de catastrophe, et font appel à la société civile et au secteur privé en sus du soutien du secteur public | Oui |
|---|-----|

Des politiques ou programmes nationaux sont-ils en place pour défendre les écoles et les établissements de santé en cas de catastrophe? Oui

| | |
|---|-----|
| Politiques et programmes pour la sécurité des écoles et des hôpitaux | Oui |
|---|-----|

| | |
|--|-----|
| Exercices de simulation et formation aux urgences dans les écoles et les hôpitaux | Non |
|--|-----|

Les risques de catastrophe futurs sont-ils anticipés au travers du développement de scénarios et de la planification de la préparation? Oui

| | |
|--|-----|
| Des scénarios de risques potentiels sont développés en prenant en compte les projections de changement climatique | Oui |
|--|-----|

[· STRATEGIE NATIONALE DE COMMUNICATION EN MATIERE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET D'ALERTE PRECOCE FACE AUX EVENEMENTS CLIMATIQUES EXTREMES](#)

Les plans de préparation sont régulièrement mis à jour en fonction de scénarios de risques futurs Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Comme c'est décrit plus haut, l'engagement de l'Etat est là mais il est limité dans l'affectation des ressources

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Le domaine de réduction des catastrophes a besoin du soutien intensif des partenaires techniques et financiers pour investir plus dans la prévention et préparation à la réponse.

Indicateur 2

Des plans d'urgence et de préparation aux catastrophes sont en place à tous les niveaux administratifs et des exercices de simulation ont lieu pour tester et développer les programmes de réponse aux catastrophes.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les plans de contingences, les procédures et les ressources sont-elles en place pour

faire face à une catastrophe? Oui

| | |
|--|-----|
| Les plans d'intervention tiennent compte des spécificités des deux sexes | Oui |
| Plans d'urgence/de gestion des risques pour une prestation continue de services de base | Oui |
| Centres opérationnels et de communication | Non |
| Groupes de recherches et de secours | Oui |
| Stocks de matériels de secours | Oui |
| Abris | Oui |
| Installations médicales sûres | Oui |
| Prise en compte de la spécificité des personnes âgées et handicapées dans les secours, les refuges et les installations médicales d'urgence | Oui |
| Les entreprises sont des partenaires proactifs de la planification et des opérations d'intervention. | Oui |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Nous pouvons dire que le centre d'opération d'urgence n'a pas encore vu le jour mais le PNUD entend financer sa construction mais la stratégie de communication est là, reste sa vulgarisation. la question genre est prise en compte dans le domaine de réduction des catastrophes. Le groupe de recherche et de sauvetage a besoin d'un soutien technique et équipement pour améliorer ses prestations surtout dans le milieu aquatique.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le future.

Le secteur privé est engagé dans la réduction des catastrophes, en témoignent les différentes sollicitations d'expertise du côté de la Plateforme de réduction des risques de catastrophes juste après la catastrophe d'incendie du marché central de Bujumbura pour former leur personnel en sécurité incendie. Un mémorandum d'entente entre le service spécialisé de secours et le service en charge de la gestion de l'aéroport international de Bujumbura en cours de signature. Quant aux plans de contingence, ils existent mais les ressources ne suivent pas pour autant

Indicateur 3

Des réserves financières et des plans d'urgence sont en place pour assurer la réponse effective et la reconstruction quand cela est nécessaire.

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des dispositions financières pour faire face à des catastrophes majeures?
Oui

| | |
|---|-----|
| Fonds nationaux de prévoyance pour les catastrophes | Oui |
| La réduction des risques futurs est prise en compte dans l'utilisation de fonds catastrophes | Oui |
| Dispositifs d'assurance et de réassurance | Oui |
| Obligations-catastrophes et autres mécanismes du marché des capitaux | Non |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Il existe dans le budget national ordinaire, une ligne budgétaire par Ministère implique dans la prévention et la gestion des catastrophes totalisant quatre pour cent

du budget national. Les autres fonds viennent des partenaires techniques et financiers.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Puisque notre pays est parmi les Etats Fragiles qui vient de sortir récemment de la crise la plus profonde de son histoire, il ne dispose pas de ressources nécessaires dans ce domaine. C'est pourquoi il bénéficie des aides tant bilatérales que multilatérales. Citons en guise d'exemple la coopération avec la France, l'Allemagne, l'UE, le Japon, l'USA, ainsi que la CHINE.

Indicateur 4

Des procédures sont en place pour l'échange d'informations durant les aléas et catastrophes, et pour effectuer des analyses post-catastrophes

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il une méthode ou des procédures pour évaluer les dommages, les pertes et les besoins en cas de catastrophe? Oui

| | |
|---|-----|
| Méthodologies accessibles pour l'évaluation des dégâts et des pertes | Non |
| Méthodes d'évaluation des besoins après catastrophe | Non |
| Prise en compte de la sexospécificité dans les méthodes d'évaluation des besoins après catastrophe | Oui |
| Identifiez les Ressources humaines et les formé. | Oui |

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des

indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Nous venons d'élaborer et de valider la Stratégie Nationale de communication et d'alerte précoce qui va être testée sur 10 communes pilotes avant d'être vulgarisée dans les autres communes ayant plus de vulnérabilités par rapport aux autres

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Il y a beaucoup de systèmes d'alerte précoce qui méritent une coordination au niveau national, chose qui est en cours d'élaboration avec l'appui de l'Allemagne/GIZ et le Programme Alimentaire Mondial, PAM en sigle.

Facteurs de progrès

a) Approche qui intègre une perspective multi-aléas de la réduction de risque et de développement

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Est-ce que des rapports, études et atlas existent sur les aléas multiples dans le pays ou la sous-région?: Oui

Si oui, sont-ils mis en application dans les politiques de planification du développement?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Des résultats sont satisfaisants au niveau de l'existence des structures de prévention des risques et de gestion des catastrophes ainsi que la disponibilité des outils de prévention, de prélation et de réponses. Toutefois, les moyens humains, matériels et financiers sont insuffisants pour une réponse aux différentes catastrophes que le pays fait face

b) La prise en compte de la question du genre et de la réduction du risque est adoptée et institutionnalisée

Niveau de confiance

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés.

Des données ventilées par sexe sont-elles disponibles et utilisées dans le cadre des prises de décision concernant les actions de réduction des risques et de relèvement ? : Oui

Les disparités entre les sexes sont-elles prises en compte de façon adéquate et sensée dans la conceptualisation et la mise en œuvre des politiques et des programmes?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Les données existent au niveau de la CROIX ROUGE BURUNDI qui fait partie intégrante de l'organe de coordination qui est la Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes.

c) Les capacités pour la réduction de risque sont identifiées et renforcées

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Les agences, institutions et administrations désignées comme responsables au niveau local disposent-elles des moyens requis pour contrôler le respect de la réglementation en matière de réduction des risques?: Oui

Les institutions locales, les comités de village, les collectivités, les bénévoles ou encore les associations pour le bien-être des citoyens sont-ils correctement formés pour intervenir en cas de besoin?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Les capacités nationales sont insuffisantes sauf au niveau de la Croix Rouge Burundi dont tous ses moyens sont décentralisés jusqu'au niveau local.

d) Des approches de sécurité humaine et d'équité sociale sont intégrées dans la réduction de risque et des activités de reconstruction

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Les programmes prennent-ils en compte les risques qui pèsent sur les groupes les plus vulnérables et marginalisés sur le plan socio-économique?: Oui

Des mesures de protection sociale / mécanismes des précautions appropriés sont-ils correctement mis en œuvre afin de protéger contre les vulnérabilités socioéconomiques et politiques spécifiques?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Nous comptons sur les programmes du Gouvernement qui a signé un Protocole d'Accord de Partenariat dans ce domaine

e) Des engagements et des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux, la société civile , le secteur privé ont été encouragés à tous les niveaux

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Des moyens et des sources sont-ils identifiés pour la transmission des connaissances ou des expériences locales en matière de réduction des risques de catastrophe?: Oui

Si oui, ceux-ci sont-ils intégrés d'une manière significative dans les plans et les activités de réduction des risques de catastrophe à l'échelle locale, infranationale et nationale?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Nous sommes à un niveau faible avec le secteur privé mais quelques associations et

ONGs locales ont déjà signé des Protocoles d'Accord de Partenariat avec la Plateforme Nationale et ont déjà commencé les activités pour emboîter le pas déjà franchi par la Croix Rouge Burundi.

Facteurs contextuels de progrès

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Seulement au niveau de l'Université du BURUNDI et les Hôpitaux de BUJUMBURA, de GITEGA et de NGOZI

Perspective Future

Perspective Future Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Défis globaux

- Correlation entre le niveau de developpement et vulnerabilite des populations c'est a dire les catastrophes et leurs consequences humaines et economiques;
 - Le champ d'action de la prevention des catastrophes c'est a dire la question de l'integration de la prevention des risques dans les strategies de developpement durable et la lutte contre la pauvreté, les mecanismes de reponse a la prevention des catastrophes;
 - Les acteurs de la prevention des catastrophes, c'est a dire l'expertise dans la prevention des catastrophes, l'analyse transversale des acteurs et des activites
 - L'engagement et la volonte de l'autorite Gouvernementale n'est pas tres visible
-

Déclarations sur les perspectives futures

Il faut lier et integrer les programmes de developpement dans la prevention des catastrophes

Perspective Future Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Défis globaux

Pas d'informations supplementaires car les institutions et les mecanismes existent, mais il manquent les capacites de mise en oeuvre.

Déclarations sur les perspectives futures

Pas d'informations de plus

Perspective Future Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Défis globaux

- Les catastrophes en tant que cause et résultat de l'échec du développement;
- Les moyens techniques et financiers insuffisants, et partant les moyens d'intervention sont rares

Déclarations sur les perspectives futures

- Création d'un fonds spécial d'urgence annuellement de façon à acquérir progressivement les équipements ;
- Construction et équipement d'un centre opérationnel d'urgence

Intervenants

Les organisations et les services ayant participé au processus de révision du cadre d'action de Hyogo

| Organisation | Type d'organisation | Point focal |
|--|--|---|
| Ministere de la Securite Publique | Gouvernements | CPP NIBIGIRA EDOUARD, nibigiraed@yahoo.fr, zirarutse@gmail.com, 00257 77 731 143 |
| Direction Generale de la Protection Civile | Gouvernements | OPC1 NKESHIMANA Nicodeme, inicomem@yahoo.fr , 00257 7738809 |
| Ministere de l'Enseignement Suprieur et de la recherche Scientifique | Institutions académiques et de recherche | Pr SABUSHIMIKE Jean Marie, sabujm2000@yahoo.fr , 0025771764630 |
| Ministere de la Solidarite Nationale, des Droits de la personne Humaine et du Genre | Gouvernements | NTAKIYIRUTA Salvator, salvatorntakiy iruta@gmail.com, 0025779993953 |
| Societe Civile | Organisations Non-Gouvernementales | KATIYUNGURUZA Anselme, katiyunguruz a@yahoo.fr, 0025779924108 |
| Direction Generale de la Protection Civile | Gouvernements | OPC1 NIYUNGEKO Methode, niyumeth@yahoo.fr, 0025779910326 |
| Ministere de l'Enseignement Secondaire et Primaire, Professionnelle, de l'Enseignement des Metiers et de l'Alphabetisation | Gouvernements | NTABINDI Jean, johntabindi@yahoo.fr, 0025777762486 |
| Ministere de la Communication et de Relation avec le Parlement | Nouvelles et médias | BANKUMUKUNZI Nestor, banesitoriv@yahoo.fr, banesitoriv@gmail.com, 0025779901945 |

